



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P.)

Maintenance des Installations de Chauffage – Ventilation- Climatisation (CVC)

Numéro du marché : 2025 – 0575

Procédure formalisée en application des articles L.2124-2 et articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

PREAMBULE :	4
Article 1 ^{er} : Pouvoir adjudicateur – Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)	4
Article 2 : Dispositions générales	4
2.1 Objet du marché	4
2.2 Allotissement	5
2.3 Procédure de passation	6
2.4 Type de marché.....	6
2.4 Nomenclature CPV	6
Article 3 : Durée et délais d'exécution	6
3.1 Durée et reconduction	6
3.2 Délais d'exécution	7
Article 4 : Pièces contractuelles	7
Article 5 : Clauses de réexamen	7
Article 6 : Conditions d'exécution du marché.....	8
6.1 Modalités générales d'exécution	8
6.2 Responsables des prestations	9
6.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	9
6.2.2 Représentant du titulaire	9
6.3 Émission et exécution des bons de commande	10
6.4 Opérations de vérification	10
6.5 Carnet d'entretien.....	11
6.6 Suivi semestriel et compte rendu de maintenance	11
7.1 Co-Traitance	12
7.2 Sous-traitance	12
Article 8 : Obligations du titulaire	13
8.1 Obligation d'information.....	13
8.2 Obligation de conseil et de diligence	13
8.3 Obligations de moyens et de résultat	13
8.4 Obligation de confidentialité et de comportement	13
Article 9 : Disposition financière	13
9.1 Contenu des prix	13
9.2 Forme des prix	14
9.3 Modalités de variation des prix	14
Article 10 : Avance.....	15
Article 11 : Modalité de paiement	15
11.1 Mode de règlement	15
11.2 Présentation des demandes de paiements.....	15

11.3 Informations obligatoires sur les factures.....	16
11.4 Délai global de paiement	16
Article 12 : Pénalités.....	16
12.1 Généralités.....	16
12.2 Pénalités pour retard d'exécution	17
12.3 Pénalités pour non-respect d'un délai contractuel et/ou d'une date d'intervention pour les prestations d'entretien et/ou de maintenance.....	17
12.4 Pénalités après constat d'écart à la suite d'audit inopiné ou défaut d'entretien ou de maintenance	17
12.5 Pénalité pour travail dissimulé.....	18
Article 13 : Assurances	18
Article 14 : Résiliation.....	18
Article 15 : Redressement – Liquidation judiciaire et cession	18
Article 16 : Protection des données personnelles.....	18
Article 17 : Règlement des litiges	19
Article 18 : Dérogations aux documents généraux CCAG-FCS.....	20

PREAMBULE :

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret (CCI du Loiret) est un établissement public à caractère administratif, géré par des chefs d'entreprise élus par leurs pairs, et placé sous la tutelle déconcentrée de l'État.

La CCI du Loiret remplit plusieurs missions :

- Représenter les entreprises du commerce, des services et de l'industrie (influence et lobbying),
- Exprimer leurs besoins auprès des pouvoirs publics et des collectivités territoriales,
- Informer, conseiller et accompagner les chefs d'entreprise à chaque étape de la vie de leur entreprise,
- Agir pour le développement de l'économie,
- Aménager et développer le territoire en fonction des besoins des entreprises, en concertation avec les acteurs locaux tels que les élus, chefs d'entreprise et partenaires économiques.

La force d'un réseau :

Le réseau des CCI en France est organisé comme suit :

- CCI France au niveau national et européen,
- CCI Centre Val-de-Loire au niveau régional,
- CCI du Loiret au niveau départemental.

Il existe également un réseau international avec les CCI FI, pour Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'International, implantées dans plus de 85 pays.

Article 1^{er} : Pouvoir adjudicateur – Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Chambre de commerce et d'Industrie du Loiret

1 Place Rivierre-Casalis

45400 Fleury-les-Aubrais

Téléphone : 02 38 77 77 77

Adresse internet : <https://www.loiret.cci.fr/>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Article 2 : Dispositions générales

2.1 Objet du marché

L'objet principal de ce marché porte sur des prestations maintenance des installations de chauffage – ventilation-climatisation (CVC) de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret.

Les détails des prestations sont définis dans les documents administratifs et techniques relatifs à la consultation, ainsi que dans les annexes pertinentes.

Lieu d'exécution : Département du Loiret

Les principaux sites d'exécution des prestations sont les suivants :

CCI du Loiret :	
SAINT JEAN DE BRAYE	144 Avenue Denis Papin
	146 Avenue Denis Papin
	150 Avenue Denis Papin

SARAN	33 rue de l'Olivier
-------	---------------------

INGRE	10 rue des guettes
	Rue des Chantemelles

FLEURY-LES-AUBRAIS	20 rue André Dessaux
--------------------	----------------------

ORLEANS	21 avenue de la libération
---------	----------------------------

PITHIVIERS	1 bis Faubourg d'Orléans
------------	--------------------------

MONTARGIS	61 rue André Coquillet
-----------	------------------------

SCI Chantemelles :	
INGRE	Rue des Chantemelles (notamment aux numéros 2B et 2C)

Le lieu d'exécution sera précisé sur le bon de commande.

2.2 Allotissement

Le présent marché est conclu sous la forme d'un lot unique, englobant l'ensemble des prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) requises sur les différents sites de la CCI du Loiret, y compris ceux de la SCI Chantemelles.

2.3 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.4 Type de marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles L.2125-1, 1°, R.2162-1 à R.2162-6, ainsi que R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché a pour objet :

- La maintenance préventive annuelle ;
- La maintenance corrective, incluant le diagnostic, le dépannage et les interventions curatives ;
- La fourniture de pièces détachées pour l'ensemble des sites.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'apparition des besoins, sans procédure de remise en concurrence.

Le présent marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à 160 000 € HT pour l'ensemble de sa durée.

2.4 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal CPV	Description
50721000	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage
50730000	Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération

Article 3 : Durée et délais d'exécution

3.1 Durée et reconduction

Le marché prendra effet le 1er janvier 2026 ou à la date de sa notification si celle-ci est postérieure, et se terminera le 31 décembre 2026 pour la première période.

Il est pouvant être reconduit tacitement trois fois :

- Du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027
- Du 1er janvier 2028 au 31 décembre 2028
- Du 1er janvier 2029 au 31 décembre 2029

Le titulaire ne peut refuser cette reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours. La non-reconduction n'ouvrira

droit à aucune indemnité. Dans ce cas, le titulaire reste néanmoins tenu d'exécuter le marché jusqu'à la fin de la période en cours.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Article 4 : Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité croissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Les annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché ;
- Le « Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat » approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique, les réponses aux questions et les pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord- cadre.

Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais il peut être consulté sur le site Internet suivant : [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance](#)

L'accord-cadre est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

Article 5 : Clauses de réexamen

Le présent marché de maintenance CVC pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution, dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

Le marché pourra faire l'objet d'une modification par avenant dans les cas suivants :

- L'ajout ou le remplacement, en cours d'exécution, d'équipements relevant des installations CVC (notamment chaudières, centrales de traitement d'air, pompes à chaleur, groupes de production de froid, etc.), lorsqu'ils impliquent une adaptation ou une extension des prestations de maintenance initialement contractuelles ;
- Le retrait d'équipements devenus obsolètes ou sans usage, nécessitant une révision du périmètre contractuel d'intervention ainsi que des modalités d'exécution afférentes ;
- L'évolution du périmètre géographique du marché, résultant de la suppression, de la modification ou de l'intégration de sites, motivée par un changement d'usage, une fermeture, un transfert ou la création d'activités nouvelles ;
- L'introduction de prestations complémentaires rendues nécessaires par l'évolution technologique ou la modernisation des installations, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre des stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- L'adaptation des prestations imposée par l'évolution de la réglementation applicable aux installations CVC, notamment en matière de sécurité, de performance énergétique ou de qualité de l'air intérieur ;
- La révision des conditions financières du marché, en cas de variation substantielle des coûts liés aux matériaux, à l'énergie ou à la main-d'œuvre, ou en présence d'événements extérieurs exceptionnels (tels qu'une pandémie, une crise économique majeure, ou tout cas de force majeure), susceptibles d'affecter l'exécution normale des obligations contractuelles.

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, toute modification ou ajout ne doit en aucun cas altérer la nature globale du marché, ni porter atteinte à son objet principal qui est la maintenance des installations CVC.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant formalisant notamment :

- Les nouvelles prestations à réaliser,
- Les modalités techniques et organisationnelles d'exécution,
- Les ajustements financiers associés.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée, le titulaire et le pouvoir adjudicateur se rencontreront préalablement afin d'évaluer ensemble l'impact des changements sur l'exécution du marché, ainsi que sur ses conditions financières.

Article 6 : Conditions d'exécution du marché

6.1 Modalités générales d'exécution

Il appartient au Titulaire de prendre connaissance de l'ensemble de la législation applicable au présent marché et de veiller à suivre ses évolutions tout au long de la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une ignorance de ces textes ou, de manière générale, de toute réglementation relative à son activité.

En cas d'évolution de la réglementation, y compris en cas de révision ou d'abrogation des normes, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur et lui indiquer les mesures nécessaires pour garantir la conformité des prestations avec la législation en vigueur.

Il est de la responsabilité exclusive du Titulaire d'obtenir, à ses frais, toutes les normes et réglementations applicables au présent marché.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés lors de l'exécution des prestations, et ce pendant toute la durée du marché.

6.2 Responsables des prestations

6.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, représenté par le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret (CCI Loiret), désigne le service de la commande publique de la CCI Loiret comme son représentant. Ce service constitue l'interlocuteur principal chargé du suivi et du contrôle de l'exécution du présent marché de maintenance CVC.

Toute modification de cet interlocuteur sera notifiée au Titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dans un délai raisonnable.

6.2.2 Représentant du titulaire

Le Titulaire doit désigner, au plus tard lors de la notification du marché :

- La personne physique (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique valide) habilitée à le représenter dans le cadre de l'exécution du marché dès sa notification.
- Un interlocuteur commercial (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse postale et adresse électronique valide).

Les moyens humains présentés dans l'offre du Titulaire devront être ceux mobilisés pour la réalisation effective des prestations, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur.

En cas de modification de ces représentants, le Titulaire en informe immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur, et propose un remplaçant disposant, au minimum, du même niveau de compétence et capable d'assurer le suivi et la qualité des prestations.

En cas de manquement de ces représentants, constaté par un procès-verbal dressé à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur et notifié au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander leur remplacement.

Les remplaçants proposés par le Titulaire seront réputés acceptés par le pouvoir adjudicateur si ce dernier ne les refuse pas dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la notification.

Si le pouvoir adjudicateur refuse les remplaçants proposés, le Titulaire dispose d'un (1) mois pour proposer d'autres candidats. La décision de refus du pouvoir adjudicateur, notifiée par courrier, téléphone ou courriel, doit être motivée.

6.3 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande, datés et numérotés, sont établis par la personne habilitée ou son représentant et notifiés par tout moyen permettant d'en accuser réception avec date certaine. Ils sont émis au fur et à mesure des besoins et peuvent l'être jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des prestations s'effectue de manière progressive et adaptée aux besoins du pouvoir adjudicateur, dans le respect des dispositions légales applicables. Le point de départ du délai d'exécution correspond à la date de notification du bon de commande.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le nom et le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- la date de début et la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- les délais de livraison ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total du bon de commande (HT et TTC).

En cas d'impossibilité de respecter le délai contractuel, le titulaire doit adresser une demande de report, précisant les circonstances du retard, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé, conformément au CCAG-FCS.

6.4 Opérations de vérification

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant, est compétent pour conduire les opérations de vérifications et prendre les décisions après vérification (admission, ajournement, réfaction ou rejet) conformément aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

6.5 Carnet d'entretien

Chaque opération d'entretien, de maintenance ou de visite doit être systématiquement consignée dans le carnet, qui comportera obligatoirement les informations suivantes :

- L'identité de l'agent intervenant,
- La nature et la description détaillée de l'intervention,
- La date de réalisation,
- Les heures de début et de fin de l'intervention,
- La signature de l'agent ayant réalisé l'intervention.

Le carnet d'entretien reste en toutes circonstances la propriété du pouvoir adjudicateur. Il est remis au titulaire au début de l'intervention et doit lui être restitué à la fin de celle-ci.

Si le matériel concerné ne dispose pas de carnet d'entretien, le titulaire doit mettre en place, à proximité immédiate de l'équipement, un document de suivi permettant d'assurer la traçabilité de toutes les interventions effectuées.

En cas de constatation d'une anomalie ou de toute situation pouvant affecter le bon fonctionnement du matériel, le titulaire doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur afin que les mesures correctives nécessaires soient décidées et mises en œuvre.

Le carnet d'entretien, ou le document de suivi mis en place le cas échéant, constitue un support complémentaire à la gestion informatisée de la maintenance et ne peut en aucun cas s'y substituer.

6.6 Suivi semestriel et compte rendu de maintenance

Le titulaire est tenu d'organiser et de participer obligatoirement à un point de suivi semestriel avec le pouvoir adjudicateur.

À l'issue de chaque point de suivi, le Titulaire devra rédiger et transmettre un compte rendu écrit, comprenant notamment :

- Les interventions réalisées au cours de la période écoulée,
- Les incidents et pannes survenus, précisant leur fréquence et les taux d'indisponibilité générés,
- Les actions correctives mises en œuvre et les propositions d'amélioration concernant le fonctionnement des installations et les opérations de maintenance.

Le titulaire devra transmettre le compte rendu dans un délai maximal de 15 jours calendaires suivant le point semestriel. Des points complémentaires pourront être organisés à la demande de l'une ou l'autre des parties, si nécessaire.

7.1 Co-Traitance

Le candidat peut présenter une offre sous forme de groupement afin d'exécuter les prestations objet du marché. Les groupements d'opérateurs économiques devront, dans le cadre du présent marché, être constitués sous forme conjointe ou solidaire, conformément à l'article R.2142-20 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2142-21 du même Code, un candidat ne peut soumettre plusieurs offres dans le cadre de la présente consultation, que ce soit en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements, ou en tant que membre de plusieurs groupements.

Par ailleurs, un candidat ne peut être mandataire de plus d'un groupement, conformément à l'article R.2142-23 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas, un mandataire doit être désigné pour représenter l'ensemble des membres auprès du pouvoir adjudicateur et coordonner les prestations, conformément au premier alinéa de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique.

Lorsque le groupement est de forme conjointe, le mandataire doit préciser dans l'offre le montant et la répartition détaillée des prestations que chaque membre s'engage à exécuter. Dans ce cas, et conformément au deuxième alinéa de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire demeure solidaire avec chacun des membres pour l'exécution du marché et pour le respect de leurs obligations contractuelles envers le pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé aux opérateurs économiques qu'un groupement ne peut être modifié entre la date limite de remise des offres et la date de signature du marché que dans les cas prévus à l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

En cas de choix d'un groupement solidaire, le paiement s'effectue sur un compte unique géré par le mandataire. Toutefois, si le groupement le souhaite, le paiement peut être réparti sur des comptes distincts, chaque membre percevant directement les sommes correspondant à l'exécution de ses prestations. Cette option doit être mentionnée dans l'acte d'engagement, à la rubrique « Compte(s) à créditer », et accompagnée des RIB correspondants.

7.2 Sous-traitance

Le titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, ayant été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Article 8 : Obligations du titulaire

8.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le pouvoir adjudicateur de tout élément, situation ou événement dont il pourrait raisonnablement estimer qu'il est de nature à compromettre la bonne exécution du marché. Cette information doit être complète, précise et accompagnée, le cas échéant, des éléments d'évaluation et des recommandations nécessaires.

8.2 Obligation de conseil et de diligence

Le titulaire assume une obligation de conseil et de diligence à l'égard du pouvoir adjudicateur. Dès lors qu'il identifie des difficultés, risques ou contraintes particulières dans le cadre de l'exécution du marché, il doit en informer le pouvoir adjudicateur de manière claire et motivée, en énumérant les risques et en proposant les mesures appropriées pour les prévenir, les réduire ou y remédier.

8.3 Obligations de moyens et de résultat

Le titulaire est soumis à une double obligation :

- **Obligation de moyens** : il s'engage à mettre en œuvre toutes les compétences, ressources, méthodes et diligences nécessaires pour atteindre les objectifs définis par le marché, dans le respect des règles de l'art et des bonnes pratiques professionnelles.
- **Obligation de résultat** : il garantit l'obtention des résultats prévus par le marché et l'exécution effective des prestations conformément aux exigences techniques, contractuelles et réglementaires.

8.4 Obligation de confidentialité et de comportement

Le titulaire et son personnel s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard de toutes les informations auxquelles ils peuvent avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché, et à ne les utiliser qu'aux fins de l'exécution de celui-ci.

Article 9 : Disposition financière

9.1 Contenu des prix

En application de l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés inclure toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que l'ensemble des frais nécessaires à leur exécution, notamment les frais de déplacement.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes, toutes charges comprises. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

9.2 Forme des prix

Les prestations relevant de l'accord-cadre seront réglées par application d'un prix unitaire pour la maintenance préventive et curative, ainsi que pour les pièces ou équipements.

9.3 Modalités de variation des prix

Les prix des prestations unitaires fixés au BPU du marché sont fermés jusqu'au 31/12/2026, date de la fin de la période initiale du marché.

Ils deviennent ensuite révisibles annuellement, à l'exception du taux de marge, à la date de reconduction du marché, selon la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,70 \times (ICHT-IME V_f / ICHT-IME V_i) + 0,15 \times (FSD2 V_f / FSD2 V_i)]$$

Où :

- **P** : Prix révisé en euros hors taxes.
- **P₀** : Prix initial du marché en euros hors taxes pour la première révision, puis prix résultant de la révision précédente pour les suivantes.
- **ICHT-IME V_f** : Indice de la Valeur Finale du Coût Horaire de la main-d'œuvre dans les industries mécaniques et électriques, correspondant au dernier indice publié avant la date de révision des prix.
- **ICHT-IME V_i** : Indice de la Valeur Initiale du Coût Horaire de la main-d'œuvre dans les industries mécaniques et électriques. Pour la première révision, il correspond à l'indice publié à la date d'établissement des prix ; pour les révisions suivantes, il prend la valeur finale de la révision précédente ou celle de **M0**.
- **FSD2 V_f** : Indice de la Valeur Finale des Frais et Services Divers, catégorie 2, correspondant au dernier indice publié avant la date de révision des prix.
- **FSD2 V_i** : Indice de la Valeur Initiale des Frais et Services Divers, catégorie 2. Pour la première révision, il correspond à l'indice publié à la date d'établissement des prix ; pour les révisions suivantes, il prend la valeur finale de la révision précédente ou celle de **M0**.

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration du marché et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait, de plein droit, indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait plus être appliqué du fait de l'absence de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles. Cette modification ne sera pas constatée par avenant.

Modalités de révision :

Il appartient au titulaire du marché d'informer le pouvoir adjudicateur des nouveaux tarifs, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant leur date d'entrée en vigueur.

À défaut de transmission dans le délai indiqué, le marché s'exécutera aux mêmes conditions financières qu'avant la date prévue pour l'ajustement, sans que le prestataire puisse formuler de réclamation.

Clause de sauvegarde :

Les prix du marché ne peuvent augmenter au cours d'une même année de plus de 3 %. En cas de dépassement, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

La révision des prix n'est pas limitée en cas de baisse.

Ces dispositions restent applicables si les paramètres d'indexation sont modifiés, deviennent indisponibles ou si des dispositions législatives ou réglementaires affectent les conditions techniques ou financières d'exécution du marché.

Article 10 : Avance

Le pouvoir adjudicateur retient, pour le présent marché, les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG FCS (Option A). Conformément à celles-ci, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct peut demander une avance calculée selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé :

- À 30 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) au sens du Code de la commande publique, sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché ;
- Pour les autres entreprises, selon les documents particuliers ou, à défaut, au taux minimal prévu par le Code de la commande publique pour les marchés de même nature.

Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 11 : Modalité de paiement

11.1 Mode de règlement



Pour les prestations réalisées sur le site détenu par la CCI du Loiret mentionné à l'article 2.1 du présent document, les paiements sont effectués par virement bancaire.

Pour les prestations réalisées sur le site de la SCI Chantemelles mentionné à l'article 2.1, les paiements sont effectués par chèque.

11.2 Présentation des demandes de paiements

Le paiement interviendra après réception de la facture, à l'issue de l'exécution de la prestation et après signature d'un bon de réception par le pouvoir adjudicateur. Sauf cas particulier, le paiement correspondra au montant inscrit sur le bon de commande ou devis, le délai de règlement étant alors appliqué à compter de cette signature.



Pour les prestations réalisées sur le site de la CCI du Loiret mentionné à l'article 2.1, les demandes de paiement doivent être déposées sous forme dématérialisée sur la plateforme CHORUS PRO, en indiquant le numéro SIRET de la CCI du Loiret.



Pour les prestations réalisées sur le site de la SCI Chantemelles mentionné à l'article 2.1, les demandes de paiement doivent être transmises par voie postale à l'adresse suivante : SCI Chantemelles - Service comptabilité - 1 Place Rivierre-Casalis - 45400 Fleury-les-Aubrais. Elles doivent également être envoyées par courriel à l'adresse suivante : comptabilite@loiret.cci.fr.

11.3 Informations obligatoires sur les factures

Pour les deux entités, les factures devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Nom de l'entité facturée
- Numéro du marché
- Numéro d'engagement juridique (numéro du bon de commande)
- Numéro et date de la facture ou du bon de commande
- Date et lieu de livraison et/ou d'exécution des prestations
- Description et nature des prestations réalisées
- Coordonnées complètes du Titulaire
- Numéro SIRET ou SIREN du Titulaire
- Numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire
- Montant total HT et TTC des prestations, ainsi que le taux de TVA applicable

Toute facture incomplète ou non conforme pourra être retournée au Titulaire pour correction, ce qui suspendra le délai de paiement.

11.4 Délai global de paiement

Pour les deux entités facturées, le paiement des sommes dues interviendra dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

En cas de retard, le Titulaire pourra prétendre au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre civil au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Article 12 : Pénalités

12.1 Généralités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités, conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire : le Titulaire demeure pleinement redevable de l'intégralité de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a motivé l'application de pénalités. Le paiement desdites pénalités ne saurait, en aucun cas, libérer le Titulaire de ses obligations.

Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable et seront imputées sur le montant hors taxe d'une facture ultérieure. En l'absence de facture sur laquelle imputer la pénalité, celle-ci fera l'objet d'un titre de perception.

Indépendamment des pénalités de retard, le pouvoir adjudicateur pourra, à ses frais et risques, pourvoir aux besoins du service en faisant appel à un autre fournisseur.

Les pénalités sont applicables par incident constaté et peuvent être cumulées entre elles.

12.2 Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations concernées, lorsque ce délai est exprimé en jours.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total n'excède pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

12.3 Pénalités pour non-respect d'un délai contractuel et/ou d'une date d'intervention pour les prestations d'entretien et/ou de maintenance

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect d'un délai contractuel d'exécution, notamment d'une date d'intervention, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sauf cas de force majeure ou faute du pouvoir adjudicateur, une pénalité de cinquante euros (50 €) par jour calendaire de retard.

12.4 Pénalités après constat d'écart à la suite d'audit inopiné ou défaut d'entretien ou de maintenance

En cas de carence du Titulaire dans l'exécution de son obligation de parfait entretien des matériels dont il a la charge, constatée lors d'un audit inopiné, d'une expertise technique, d'une visite de commission de sécurité ou au procès-verbal d'état des lieux de sortie, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 10 % du montant des prestations d'entretien et/ou de maintenance préventive annuelle des installations concernées.

En cas de renouvellement d'un tel manquement, au cours du même exercice pour la même entité du pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 5 % sur le montant global annuel de l'entité concernée.

En cas de renouvellement d'un tel manquement, au cours du même exercice pour la même entité du pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 5 % sur le montant global annuel de l'entité concernée.

12.5 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne respecte pas les obligations prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, que ce soit par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité équivalente à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail à titre de sanction pénale pour travail dissimulé.

Article 13 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 14 : Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont définies par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Article 15 : Redressement – Liquidation judiciaire et cession

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, celle-ci doit transmettre au pouvoir adjudicateur la notification du jugement correspondant, par lettre recommandée avec accusé de réception, dès qu'elle en a connaissance.

Toute cession totale ou partielle du marché, ou tout changement de prestataire, ne pourra intervenir qu'avec l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Cette autorisation ne pourra être accordée que sous réserve du respect strict des mêmes conditions techniques que celles résultant de l'application du marché. Les modifications des conditions financières ne seront admises que si elles sont identiques ou à la baisse.

À défaut du respect de ces procédures, la cession du marché sera nulle et de nul effet.

Article 16 : Protection des données personnelles

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement des données personnelles confiées par l'établissement respecte les exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire traite lui-même les données, il doit être en mesure de démontrer sa conformité au RGPD, et notamment aux dispositions de l'article 32 – Sécurité du traitement. À cet effet, il peut s'appuyer sur le Guide du sous-traitant publié par la CNIL.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Mettre en œuvre un niveau de sécurité adapté aux risques, garantissant la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données ;
- Veiller à ce que seules les personnes habilitées puissent accéder aux données et les traiter ;
- Notifier immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute violation des données ;
- À l'issue du marché, détruire les données en sa possession et assister le pouvoir adjudicateur pour répondre aux demandes des personnes concernant leurs droits (accès, rectification, effacement) ;
- Le cas échéant, assister le pouvoir adjudicateur dans la réalisation d'analyses d'impact des traitements envisagés ;
- Maintenir l'hébergement et le traitement des données en France, ou à défaut, sur le territoire européen.

Lorsqu'un sous-traitant est sollicité, le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 28 du RGPD et obtenir l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur pour tout transfert de données. Il doit garantir que le sous-traitant respecte les mêmes exigences et que le contrat conclu relève du droit européen.

Article 17 : Règlement des litiges

Conformément à l'article R.2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du pouvoir adjudicateur.

S'agissant de le pouvoir adjudicateur, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nantes :

CCIRA de Nantes

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Immeuble Skyline, 22 mails Pablo Picasso - BP 24209

44042 Nantes Cedex 1

Contact :

Madame ORAIN

Secrétariat du CCIRA de Nantes

Tél. : 02 53 46 79 02

Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

S'agissant de le pouvoir adjudicateur, l'organe chargé du recours contentieux est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Téléphone : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Article 18 : Dérogations aux documents généraux CCAG-FCS

Les dérogations prévues dans les articles du CCAP sont précisées comme suit :

Article du CCAP	Dérogation au CCAG-FCS
Article 12.2	Article 14.1.3 du CCAG-FCS
Article 12.3	Article 14 du CCAG-FCS